

SÉANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 JANVIER 2017

Rapport de la présidente du conseil d'administration

M^{me} Micheline Ulrich a souligné :

- sa visite, en compagnie de M^{me} Sonia Bélanger, présidente-directrice générale, de différentes installations du continuum en déficience intellectuelle-trouble du spectre de l'autisme le 5 décembre 2016;
- sa participation à une séance spéciale du conseil d'administration le 21 décembre 2016;
- sa participation à titre d'invitée, le 10 janvier 2017, à la séance du comité de vigilance et de la qualité;
- sa participation à titre de membre, le 17 janvier 2017, à la séance du comité de vérification;
- le début de ses rencontres individuelles d'évaluation avec les administrateurs dans le cadre du processus d'évaluation du fonctionnement et du rendement du conseil d'administration.

Rapport de la présidente-directrice générale

M^{me} Sonia Bélanger a souligné :

- sa participation, le 6 décembre 2016, à une visite du Centre de répartition des demandes de services en médecine spécialisée au CLSC de Verdun avec des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et des fédérations des médecins omnipraticiens et spécialistes, au cours de laquelle le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal a reçu des félicitations du MSSS pour la mise en place de ce centre;
- sa participation, le 6 décembre 2016, au lancement du rapport de la Direction régionale de santé publique sur les travailleurs invisibles;
- sa participation, le 21 décembre 2016, au 20^e anniversaire du Centre de recherche Jeunes en difficulté, soulignant ainsi la désignation du Centre jeunesse de Montréal à titre d'institut universitaire dans le domaine de la violence chez les jeunes;
- sa participation, le 9 janvier 2017, à une rencontre du comité stratégique sur les services d'injection supervisée, un dossier qui progresse très bien.

Conseil d'administration

Le 21 décembre 2016, le conseil d'administration a tenu une séance spéciale par voie de conférence téléphonique afin de traiter certains dossiers nécessitant une prise de décision dans les meilleurs délais. Les décisions prises par le conseil d'administration lors de cette séance spéciale sont inscrites au bulletin Info CA de la présente séance du conseil d'administration :

- Nomination de M^{me} Marie-Annick Guénette à titre de directrice adjointe du continuum de réadaptation en milieux de vie substitués (entrée en fonction le 30 janvier 2017);
- Nomination des substituts de la directrice de la protection de la jeunesse en cas d'absence pour une période prolongée :
 - Désignation de M^{me} Suzanne Dessureault à titre de directrice de la protection de la jeunesse intérimaire;
 - Désignation de M^{me} Nathalie Roy à titre de directrice adjointe de la protection de la jeunesse intérimaire;
 - Désignation de M^{me} Suzanne Dessureault, directrice de la protection de la jeunesse intérimaire, pour agir en lieu et place de M^{me} Michelle Dionne, directrice de la protection de la jeunesse;
 - Désignation de M^{me} Nathalie Roy, directrice adjointe de la protection de la jeunesse intérimaire, pour agir en lieu et place de M^{me} Suzanne Dessureault, directrice de la protection de la jeunesse intérimaire, dans le cas où celle-ci est absente, dans l'incapacité d'agir ou lorsque le poste devient vacant;
 - Désignation de M^{me} Annie Guindon, adjointe à la directrice de la protection de la jeunesse, pour agir en lieu et place de M^{me} Nathalie Roy, directrice adjointe de la protection de la jeunesse intérimaire, dans le cas où celle-ci est absente, dans l'incapacité d'agir ou lorsque le poste devient vacant;
 - Désignation de M^{me} Annie-Claude Bibeau, chef du Service accueil à la Direction de la protection de la jeunesse, pour agir en lieu et place de M^{me} Annie Guindon, adjointe à la directrice de la protection de la jeunesse, dans le cas où celle-ci est absente, dans l'incapacité d'agir ou lorsque le poste devient vacant.

Qualité et sécurité des soins et services

Tableau de bord de gestion stratégique

À la lumière des résultats du tableau de bord de gestion stratégique (période 8), l'établissement est en bonne posture en ce qui a trait à la dimension accessibilité / qualité :

- Soins palliatifs en fin de vie;
- Santé mentale jeunesse et adulte;
- Jeunes en difficulté (et famille);
- Évaluation spécialisée en dépendance;
- Chirurgies (à l'exception de l'oncologie 28 jours où on note cependant une amélioration);
- Fugues.

On constate également des améliorations concernant l'accès général en imagerie médicale. On note une diminution des déclarations pour les incidents / accidents.

Les résultats sont globalement stables concernant l'accès en déficience intellectuelle-trouble du spectre de l'autisme et en déficience physique. On note cependant :

- une hausse pour les taux d'infections nosocomiales;

- une hausse des durées de séjour à l'urgence sur civière;
- un écart à la cible pour le soutien à domicile longue durée.

En ce qui a trait aux dimensions mobilisation et optimisation, les résultats liés aux indicateurs en ressources humaines sont globalement stables et demeurent au-dessus de la cible. Pour le taux d'heures supplémentaires et le taux de recours à la main-d'œuvre indépendante, les résultats se comparent favorablement aux autres CIUSSS de la région de Montréal. On enregistre un déficit du fonds d'exploitation, mais la cible de l'atteinte de l'équilibre budgétaire en période 13 est maintenue. En ce qui concerne les projets liés aux objectifs prioritaires de l'organisation, ceux-ci évoluent généralement de manière favorable.

Annonces ministérielles – Investissements dans le réseau de la santé et des services sociaux

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a procédé à quatre annonces en novembre et en décembre 2016 concernant des investissements dans le réseau de la santé et des services sociaux :

- 1) Allocation de 65 M \$ afin d'accroître le nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires et de préposés aux bénéficiaires au chevet des résidents hébergés en CHSLD
 - CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal : 6,8 M \$, soit environ 100 présences quotidiennes additionnelles
- 2) Allocation de 20 M \$ afin de réduire les délais d'attente en chirurgie (réalisation de 22 450 chirurgies additionnelles par année)
 - CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal : Beaucoup de travail a été effectué pour réduire les délais d'attente et d'autres projets seront déposés au MSSS afin de poursuivre l'optimisation de ce secteur
- 3) Allocation de 21 M \$ afin de diminuer les délais d'attente pour les services diagnostiques (46 500 examens supplémentaires en imagerie par résonance magnétique, 20 200 examens supplémentaires en tomodensitométrie, 25 000 coloscopies supplémentaires et préparation du Programme québécois de dépistage du cancer colorectal dont le lancement est prévu en 2018)
 - CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal : 47 000 \$ à court terme pour effectuer 590 examens additionnels
- 4) Allocation de 100 M \$ afin de désengorger les urgences et diminuer le temps d'attente dans les hôpitaux (réduction des niveaux de soins alternatifs par la création de 2 100 places pour les personnes qui sont en attente de services en hébergement, en réadaptation et en convalescence ainsi qu'en santé mentale)
 - CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal : 2 294 693 \$

Comité de vigilance et de la qualité

Le comité s'est réuni le 10 janvier 2017. Parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour :

- Avancement des travaux du plan d'action à la suite d'une recommandation du Protecteur du citoyen concernant la clientèle 0-7 ans avec un trouble du spectre de l'autisme (TSA);
- Suivi des recommandations du Protecteur du citoyen : deux dossiers dont le suivi est en cours et deux dossiers dont le suivi est complété;
- Suivi des recommandations du Bureau du coroner : deux dossiers dont le suivi est complété.

À la suite d'une recommandation du Protecteur du citoyen en décembre 2015, un plan d'action a été élaboré afin de résorber les listes d'attentes

Comité de vigilance et de la qualité (suite)

en services spécialisés pour les enfants 0-7 ans avec un TSA, de respecter les délais prescrits dans le plan d'accès du ministère de la Santé et des Services sociaux et de mettre en place de nouvelles modalités de services permettant d'améliorer le service à la clientèle. L'implantation des nouvelles modalités de services a débuté graduellement le 1^{er} décembre 2016 et une importante prise en charge d'enfants provenant de la liste d'attente a débuté le 9 janvier 2017.

Comité de vérification

Le comité s'est réuni le 17 janvier 2017. Parmi les sujets inscrits à l'ordre du jour :

- Allocation de crédits récurrents 2016-2017 aux organismes communautaires de la région de Montréal offrant des services de soutien à domicile (SAD) ou du soutien communautaire en logement social (SCLS) : 703 744 \$ pour le soutien à la mission globale des organismes admis au Programme de soutien aux organismes communautaires, 45 000 \$ à l'organisme Ex Aequo pour sa banque de préposés et 369 586 \$ pour le financement du SCLS;
- Baux immobiliers : renouvellement de quatre baux, modification d'un bail et cinq nouvelles ententes / nouveaux accords de partage de locaux dans le cadre de la mise en place de services d'injection supervisée;
- Politique sur le processus de budgétisation : cette politique vise notamment à s'assurer de l'équilibre budgétaire et de l'utilisation optimale et efficiente des ressources;
- Modalités de signature des demandes de paiement : autorisation des chèques et de leurs copies conjointement par la présidente-directrice générale et le directeur des ressources financières et autorisation du registre des transferts électroniques de fonds conjointement par le directeur des ressources financières et la directrice adjointe des opérations financières;
- Reddition de comptes en gestion contractuelle : liste des contrats de 100 000 \$ et plus;
- Plan de gestion en ressources informationnelles 2017-2021 : nouvelle version en vigueur le 20 décembre 2016;
- Avancement des travaux à la suite du rapport sur la gouvernance de la sécurité des technologies de l'information de Raymond Chabot Grant Thornton : suivi des déficiences, diagnostic, tests à l'égard du logiciel de consolidation;
- Situation financière : les prévisions au 31 mars 2017 après la période 9 indiquent un déficit de 3 890 541 \$, mais l'équilibre budgétaire est toujours prévu au 31 mars 2017;
- Budget 2016-2017 : le ministre de la Santé et des Services sociaux a annoncé du financement additionnel dans différents secteurs d'activités qui pourrait influencer l'évolution des dossiers et hypothèses prévus dans le budget initial;
- Plaintes concernant l'information financière : aucune plainte n'a été reçue.

Sur recommandation du comité, le conseil d'administration :

- a approuvé la répartition des crédits récurrents 2016-2017 aux organismes communautaires de la région de Montréal offrant des services de SAD ou du SCLS;
- a approuvé 10 baux immobiliers;
- a adopté la Politique sur le processus de budgétisation, laquelle entre en vigueur le 25 janvier 2017;
- a approuvé les modalités de signature des demandes de paiement.

Conseil des sages-femmes

Le conseil d'administration a accepté les renouvellements de contrats de services de quatre sages-femmes.

Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens

Le conseil d'administration a accepté d'amender une résolution adoptée en 2015 pour que le mandat de D^r Guy Mérette à titre de chef du département d'imagerie médicale couvre l'ensemble du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, et ce, afin de répondre à une recommandation d'Agrément Canada.

Sur recommandation du comité exécutif, le conseil d'administration a accepté les démissions, le départ à la retraite, les demandes inhérentes aux congés, les nominations, les modifications de privilèges et les renouvellements de privilèges concernant différents médecins, dentistes et pharmaciens.

Dossier administratif

Le conseil d'administration a été informé des principaux impacts de la réforme du réseau de la santé et des services sociaux sous l'angle du cadre légal applicable.

- 1) Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (en vigueur depuis le 1^{er} avril 2015)

Objectifs :

- Améliorer l'efficacité et l'efficacéité du réseau de la santé et des services sociaux, dont :
 - Alléger les structures et la bureaucratie;
 - Établir une ligne d'autorité, de gouvernance et d'imputabilité plus claire;
- Favoriser et simplifier l'accès aux services pour la population, dont :
 - Favoriser une meilleure circulation de l'information clinique;
- Améliorer la qualité et la sécurité des soins.

- 2) Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (Loi adoptée le 10 novembre 2015, mais seules les dispositions au sujet de la procréation assistée sont en vigueur)

Objectifs :

- Améliorer l'efficacité du réseau de la santé et des services sociaux;
- Optimiser l'utilisation des ressources médicales et financières;
- Améliorer l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée :
 - Favoriser une productivité accrue des médecins de famille et des médecins spécialistes;
 - Assurer aux patients une continuité des soins;
 - Encourager une plus grande cohésion entre les pratiques des médecins;
- Encadrer les activités de procréation assistée et mettre fin à leur couverture par la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Dossier administratif (suite)

3) Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux (Projet de loi non adopté, consultations en commission parlementaire à venir)

Objectifs :

- Adapter la législation aux réalités du réseau, en continuité avec la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales;
- Faciliter la gouvernance administrative et clinique;
- Donner des leviers supplémentaires afin de mieux gérer l'offre de services;
- Renforcer les obligations des médecins à l'égard des établissements;
- Améliorer l'efficacité du réseau.

4) Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (Projet de loi non adopté, consultations en commission parlementaire à venir)

Objectif :

- Projet de loi omnibus visant à assurer la cohérence de plusieurs lois aux réalités du réseau.

Dossiers cliniques

Le conseil d'administration :

- a pris acte du rapport de la présidente-directrice générale sur l'application de la Politique sur les soins de fin de vie pour la période se terminant en décembre 2016;
- a adopté le Protocole d'application des mesures de contrôle;
- a autorisé le renouvellement des ententes de services encadrant l'octroi de privilèges spécifiques d'ordonnance médicale pour l'attribution d'aides techniques à la locomotion et à la posture intervenues avec le CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal;

CALENDRIER DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le calendrier des rencontres du conseil d'administration est disponible sur le site Internet du CIUSSS, section Le CIUSSS | Conseil d'administration.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016

Bibliothèque et Archives Canada, 2016

ISSN 2369-6265 | Info CA (Montréal)

Info CA est une réalisation du bureau de la présidente-directrice générale.

- a autorisé la mise à jour du registre des signataires qui attestent, pour le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, l'exactitude des demandes de paiement qui sont soumises pour des services rendus par les médecins et les dentistes exerçant au sein des installations du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Le conseil d'administration a été informé de l'intégration du Centre de recherche et d'aide pour narcomanes (CRAN) au CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Depuis le 8 janvier 2017, le personnel du CRAN fait partie intégrante de l'organisation. Le CRAN est un pionnier dans le domaine du traitement de la dépendance aux opioïdes. Ses services couvrent l'île de Montréal et l'ensemble des régions du Québec. Le centre d'expertise du CRAN a plusieurs mandats tels que la clinique, l'enseignement, la formation, la recherche et le rayonnement. L'intégration des activités du CRAN au CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal vient compléter la gamme de services offerts dans l'établissement, répondant ainsi aux normes de continuité et de qualité du programme en dépendance du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Le Programme d'évaluation et de réduction du risque de conduite avec les capacités affaiblies (PERRCCA) a été mis sur pied en 1997 afin de permettre à la Société de l'assurance automobile du Québec de prendre une décision éclairée quant à la récupération ou au maintien du permis de conduire des conducteurs reconnus coupables de conduite avec les capacités affaiblies ou de ceux aux prises avec un problème d'alcool, de drogue ou de médicament. Le conseil d'administration a été informé que le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal a été désigné pour gérer et coordonner le PERRCCA en raison de son expertise en matière de dépendance à l'alcool et aux drogues. Le PERRCCA est un programme autofinancé : les conducteurs paient les frais de l'évaluation.

Enseignement universitaire et recherche

Le conseil d'administration a accepté les renouvellements de mandats et les nominations de membres au sein du comité d'éthique de la recherche des établissements du Centre de recherche interdisciplinaire en réadaptation du Montréal métropolitain et du comité d'éthique de la recherche Dépendances, inégalités sociales et santé publique.

Les prochaines séances ordinaires du conseil d'administration débuteront dorénavant à 18 h.

LA PROCHAINE SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SE TIENDRA :

**le mercredi 22 mars 2017,
à 18 h, au 4675, rue Bélanger, à Montréal**

Pour de plus amples renseignements concernant le conseil d'administration, rendez-vous au :
<https://www.ciusss-centresudmtl.gouv.qc.ca/conseil>